

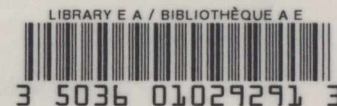
DOCS

CA1
EA103
D22
v. 8
January
29, 1999



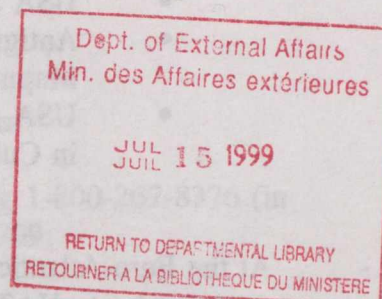
**A Global
Ban on
Landmines**

**L'interdiction
complète des
mines terrestres**



DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS
MINE ACTION TEAM (ILX)
MONTHLY PROGRESS REPORT #8

January 29, 1999



1. Mine Ban Convention Update

- 133 signatories / accessions
- 63 ratifications
- Since our last update, 6 more countries have ratified the Convention: Swaziland, Australia, Spain, Barbados, El Salvador and New Zealand.
- The Convention will enter into force on March 1, 1999.

2. January Highlights

Meetings/Seminars

- On January 11, Canada and Mexico, with the support of the OAS and PAHO, convened a Regional Seminar on antipersonnel landmines in Mexico City. The meeting brought together government and NGO representatives from throughout the hemisphere as well as international organizations and institutions and key donor countries.

SEMINAR HIGHLIGHTS:

- a) Mexico, Canada and PAHO signed a Memorandum of Understanding on a Joint-Program for the Rehabilitation of Mine Victims in Central America. The program goes into effect immediately.

- b) Participants unanimously recognized the pioneering demining achievements in Central America and the significant contribution of the OAS and donor countries. They acknowledged the need to redouble efforts in view of the setbacks caused by Hurricane Mitch.
- c) All states were urged to destroy their stockpiles and to sign and ratify the Convention in time for the First Meeting of States Parties to be held in Maputo in May 1999. The following concrete steps were taken:
- Nicaragua announced its intention to destroy all stockpiles by March 1.
 - Peru/Ecuador announced the demining of their border as a result of their 1998 Peace Agreement.
 - USA and Canada announced assistance for Peru/Ecuador demining.
 - Antigua & Barbuda committed to ratifying the Convention before Maputo.
 - USA committed to clearing all US landmines around Guantanamo Base in Cuba by the end of 1999 and to increasing funding for mine action.
- At the Euro-Atlantic Partnership Council meeting held on January 13, Canada's Ambassador to NATO, David Wright, delivered a speech on Canada and mine action in which he emphasized the importance of cooperation, particularly in stockpile destruction.
- The Landmine Monitor group met in Tunis, January 26-28, to urge all North African countries to ban landmines.

Mine Action Programme Updates

- Foreign Affairs Minister Axworthy and Minister for International Co-operation and Minister responsible for La Francophonie, Diane Marleau, announced a contribution of \$1.1 million to support mine action projects in Nicaragua, Peru and Ecuador: \$1 million will be given over two years to a mine clearance project in Nicaragua. (Norway, also cooperating on the project, will contribute another \$1 million.) The remaining \$100,000 will go to support the first phase of mine clearing along the border between Peru and Ecuador.
- \$14,000 has been pledged to support the work of the Nepal Campaign to Ban Landmines in building public awareness and hosting a national conference.

3. Upcoming Events

- Georgia/Egypt (February, 1999) - Jody Williams, ICBL co-recipient of the 1997 Nobel Peace Prize, will pay a visit to Georgia and Egypt in an effort to encourage these countries to sign the Convention.

- Beirut, Lebanon (February 11-12, 1999) - Regional Workshop on the Menace of Landmines
- (March 1, 1999) - Landmine Ban Treaty becomes international law!
- Chicago, USA (March 5-7, 1999) - "Operation March" - Council of Religious Leaders' Day of Prayer to commemorate the March 1st entry-into-force.
- Oslo, Norway (March 2-3, 1999) - Third international meeting of Landmine Monitor Researchers in preparation for the release of a joint publication on the AP mine ban.

4. Product Notes

- Visit *SafeLane* Web site at: <http://www.mines.gc.ca>.
- The following resources may be obtained by calling 1-800-267-8376 (in Canada) or 613-944-4000, or by faxing 613-996-9709:
 - * December 1, 1998 Report to Parliament "One Year Later: Is the Ottawa Convention Making a Difference?" (Now available in Spanish)
 - * *One Step at A Time*, a 24-minute, broadcast-length documentary
 - * *In Years, not Decades*, an 8-minute presentation-length video (Arabic version available in February)
 - * CD-ROM entitled *Ban Landmines! The Ottawa Process and the International Movement to Ban Landmines*
 - * *SafeLane: Canada's Landmine Ban Report #8* (Issues #1-7, titled *AP Mine Ban: Progress Report*, also available)
- For a copy of the book *To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines*, contact Oxford University Press customer service at 416-441-2941 or toll-free at 1-800-387-8020 or by toll-free fax at 1-800-665-1771.





**A Global
Ban on
Landmines**

**L'interdiction
complète des
mines terrestres**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ÉQUIPE D'ACTION CONTRE LES MINES (ILX)
RAPPORT D'ÉTAPE MENSUEL N° 8

29 janvier 1999

1. Le point sur la Convention

- 133 signataires / accessions
- 63 ratifications
- Depuis notre dernier rapport, 4 autres pays ont ratifié la Convention : Swaziland, Australie, Espagne, Barbade, El Salvador et Nouvelle Zélande.
- La Convention entrera en vigueur le 1^{er} mars 1999.

2. Faits saillants de janvier

Réunions/séminaires

- Le 11 janvier, le Canada et le Mexique, appuyés par l'OEA et l'OPS, ont organisé un séminaire régional sur les mines terrestres antipersonnel à Mexico. La réunion a rassemblé des représentants de gouvernements et d'ONG de partout dans l'hémisphère ainsi que des représentants d'organisations et d'institutions internationales et des principaux pays donateurs.

POINTS SAILLANTS DU SÉMINAIRE

- a) Le Mexique, le Canada et l'OPS ont signé un protocole d'entente concernant un programme conjoint de réadaptation des victimes des mines en Amérique centrale. Le programme entre en vigueur immédiatement.
- b) Les participants ont tous reconnu les réalisations novatrices dans le domaine du déminage en Amérique centrale et l'importante contribution de l'OEA et des pays donateurs. Ils ont également reconnu qu'il fallait redoubler d'effort compte tenu des retards causés par l'ouragan Mitch.

- c) Tous les États ont été exhortés à détruire leurs stocks et à signer la Convention afin de la rendre universelle d'ici la Première rencontre des États parties devant se tenir à Maputo en mai 1999. On a pris les mesures concrètes suivantes :
- le Nicaragua a annoncé qu'il avait l'intention de détruire tous ses stocks d'ici le 1^{er} mars;
 - le Pérou et l'Équateur ont annoncé qu'ils démineraient leurs frontières dans la foulée de l'Accord de paix de 1998;
 - les États-Unis et le Canada ont annoncé qu'ils fourniraient de l'aide pour le déminage au Pérou et en Équateur;
 - Antigua-et-Barbuda s'est engagée à ratifier la Convention avant la rencontre de Maputo;
 - les États-Unis se sont engagés à retirer toutes les mines américaines autour de la base de Guantanamo à Cuba d'ici la fin de 1999 et à financer davantage l'action contre les mines.
- À la réunion du 13 janvier du Conseil de partenariat euro-atlantique, l'ambassadeur du Canada auprès de l'OTAN, David Wright, a prononcé un discours sur le Canada et l'action contre les mines, dans lequel il a souligné l'importance de la coopération, tout particulièrement en matière de destruction des stocks.
- Le groupe Landmine Monitor s'est réuni à Tunis du 26 au 28 janvier pour demander instamment à tous les pays d'Afrique du Nord d'interdire les mines terrestres.

Le point sur le Programme d'action contre les mines

- Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de La Francophonie, Diane Marleau, ont annoncé une contribution de 1 100 000 \$ destinée à des projets d'action contre les mines au Nicaragua, au Pérou et en Équateur. Un million de dollars seront versés sur deux ans à un projet de déminage au Nicaragua. (La Norvège, qui collabore aussi à ce projet, versera également 1 000 000 \$.) Les 100 000 \$ qui restent seront affectés à la première phase du déminage le long de la frontière entre le Pérou et l'Équateur.
- Des dons de 14 000 \$ ont été promis afin d'appuyer le travail de la campagne népalaise pour l'interdiction des mines antipersonnel visant à sensibiliser le public et à organiser une conférence nationale.

3. Manifestations à venir

- Géorgie/Égypte (février 1999) - Jody Williams, co-lauréate du Prix Nobel de la paix de 1997 du CIMT, se rendra en Géorgie et en Égypte afin d'encourager ces pays à signer la Convention.

- Beyrouth, Liban (11 et 12 février 1999) - Atelier régional sur la menace des mines antipersonnel.
- (1^{er} mars 1999) - Le traité d'interdiction prend force de loi en droit international.
- Chicago, États-Unis (5-7 mars 1999) - « Opération mars » - Journée de prière du Council of Religious Leaders pour souligner l'entrée en vigueur du 1^{er} mars.
- Oslo, Norvège (2 et 3 mars 1999) - Troisième rencontre internationale des chercheurs du Landmine Monitor en prévision du lancement d'une publication conjointe sur l'interdiction des mines antipersonnel.

4. Documentation

- Visitez le site Web *Passage* à l'adresse : <http://www.mines.gc.ca>.
- On peut obtenir des exemplaires des ressources suivantes en en faisant la demande par téléphone au 1-800-267-8376 (Canada) ou au 613-944-4000, ou par fax au 613-996-9709 :
 - * Rapport du 1^{er} décembre 1998 au Parlement : « La Convention d'Ottawa : Un an après, quel est le bilan? » (maintenant disponible en espagnol)
 - * *Un pas à la fois*, programme de 24 minutes pour télédiffusion
 - * *L'interdiction : une réalité prochaine*, vidéo de 8 minutes, utile pour accompagner les exposés (version arabe disponible en février)
 - * Cédérom intitulé *Interdisons les mines terrestres ! Le processus d'Ottawa et le mouvement international pour interdire les mines terrestres*
 - * *Passage : Rapport du Canada sur l'interdiction des mines n° 8* (numéros 1 à 7 intitulés *Interdiction des mines antipersonnel : Rapport d'avancement des travaux* aussi disponibles)
- On peut se procurer le livre *To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines* en en faisant la demande au Service à la clientèle d'Oxford University Press par téléphone au 416-441-2941 ou au numéro sans frais 1-800-387-8020, ou par fax au numéro sans frais 1-800-665-1771.